



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

FÉVRIER 2018

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	03
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	05
Séance du mardi 14 novembre 2017	06
Séance du mardi et mercredi 19 et 20 décembre 2017	07
Séance du jeudi et vendredi 08 et 09 février 2018	10

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS FEVRIER – 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU MARDI 14 NOVEMBRE 2017

N° 17-455-1 - PROBLEMATIQUE DU COUPLAGE DE L'USINE DE LA SAEM-PSRM DU GALION AVEC LA CENTRALE BIOMASSE ALBIOMA -SURSIS A STATUER 06

SEANCE DU MARDI ET MERCREDI 19 ET 20 DÉCEMBRE 2017

N° 17-536-1 – PROBLÉMATIQUE D'APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE DE L'USINE DE LA SAEM-PSRM DU GALION 07

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 08 ET 09 FEVRIER 2018

N° 18-13-1 – PORTANT MISE EN OEUVRE DE L'ACTION VISANT À AMENER DES ALLOCATAIRES OU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA) ET DES JEUNES MAJEURS VERS L'EMPLOI PAR LA CONSTRUCTION DE PROJETS ET DE CONTRATS PERSONNALISÉS D'INSERTION 10

N° 18-14-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MARTINICAISE POUR LA PROMOTION DE LA RECHERCHE EN ONCOLOGIE ET MÉDECINE NUCLÉAIRE (AMPROM) 12

N° 18-15-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION ENTRE LE FONDS POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPÉES DANS LA FONCTION PUBLIQUE (FIPHP) ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DANS LE CADRE DE LA MISE EN PLACE DU PLAN D'ACTIONS À DESTINATION DES AGENTS DE LA COLLECTIVITÉ EN SITUATION DE HANDICAP 23

N° 18-16-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION ENTRE LE CENTRE DE GESTION DE MARTINIQUE ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) POUR L'ORGANISATION D'UN CONCOURS D'ASSISTANTS SOCIAUX ÉDUCATIFS 32

N° 18-17-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU GROUPEMENT DE COOPÉRATION SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE (G.C.S.M.S)- SERVICE INTÉGRÉ DE L'ACCUEIL ET DE L'ORIENTATION (S.I.A.O) POUR L'ACTION «ACCOMPAGNEMENT VERS ET DANS LE LOGEMENT» 34

N° 18-18-1 – PORTANT ALLÈGEMENT DE LA PROCÉDURE D'EXAMEN ET DE DÉCISION RELATIVE À L'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT OU D'INVESTISSEMENT INFÉRIEURES OU ÉGALES À 2 000 € 45

N° 18-19-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE LA VILLE DU LORRAIN POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS CITOYENNES SPORTIVES ET CULTURELLES AU TITRE DE L'ANNÉE 2016 47

N° 18-20-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR L'ACCOMPAGNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES (A.A.D.C.P) POUR LA MISE EN OEUVRE DU DISPOSITIF LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT (D.L.A.) AU TITRE DE L'ANNÉE 2016 58

N° 18-27-1 – PORTANT MISE À DISPOSITION DE L'INSTITUT MARTINICAIS DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES (IMFPA) D'UN PERSONNEL DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) 69

N° 18-28-1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'AGENCE D'URBANISME ET D'AMÉNAGEMENT DE LA MARTINIQUE (ADUAM) 74

N° 18-28-2 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'AGENCE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT DE MARTINIQUE (ADIL) 76

N° 18-28-3 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT DE LA FORMATION EN MARTINIQUE (AGEFMA) 78

N° 18-28-4 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CAMPUS CARIBÉEN DES ARTS (CCA) 80

N° 18-28-5 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ MARTINICAIS DU TOURISME (CMT) 82

N° 18-28-6 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'INSTITUT MARTINICAIS DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES (IMFPA) 84

N° 18-28-7 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'INSTITUT MARTINICAIS DU SPORT (IMS) 86

N° 18-28-8 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À INITIATIVE MARTINIQUE ACTIVE (IMA) 88

N° 18-28-9 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MARTINIQUE DÉVELOPPEMENT 90

N° 18-28-10 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU PÔLE AGROALIMENTAIRE RÉGIONAL DE MARTINIQUE 92

N° 18-28-11 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU PARC NATUREL RÉGIONAL DE MARTINIQUE (PNRM) 94

N° 18-28-12 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS (SDIS) 96

N° 18-28-13 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À TROPÉRIQUES ATRIUM MARTINIQUE 98

N° 18-28-14 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SAEM PSRM LE GALION 100

N° 18-28-15 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE DES ABATTOIRS DE LA MARTINIQUE (SEMAM) 102

N° 18-28-16 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MARTINIQUE TRANSPORT 104

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS FEVRIER – 2018

N° 18-28-17 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS (CFA) AGRICOLE DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE

106

N° 18-28-18 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'AMEP CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS (CFA) BTP

108

N° 18-28-19 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS (CFA) GÉRÉ PAR LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA MARTINIQUE (CCIM)

110

N° 18-28-20 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS (CFA) GÉRÉ PAR LA CHAMBRE DES MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE MARTINIQUE

112

N° 18-28-21 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ÉCOLE DE LA 2ÈME CHANCE CENTRE

114

N° 18-28-22 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ÉCOLE DE LA 2ÈME CHANCE SUD

116

N° 18-28-23 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ÉCOLE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE MARITIME ET AQUACOLE (EFPMA)

118

N° 18-28-24 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA MISSION LOCALE CENTRE

120

N° 18-28-25 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA MISSION LOCALE NORD

122

N° 18-28-26 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA MISSION LOCALE SUD

124

N° 18-28-27 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU RÉGIMENT DU SERVICE MILITAIRE ADAPTÉ DE LA MARTINIQUE (RSMA)

126

N° 18-28-28 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET ÉTABLISSEMENT RURAL DE LA MARTINIQUE (SAFER)

128

N° 18-28-29 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION DES SOCIÉTÉS MARTINICAISES DE SPORTS ATHLÉTIQUES (USMSA)

130

N° 18-28-30 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MARTINIQUE (CHUM)

132

N° 18-28-31 – PORTANT PARTENARIAT AVEC PÔLE EMPLOI POUR LE DÉVELOPPEMENT PARTAGÉ ET RENFORCÉ DE LA FORMATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

134

N° 18-36-1 – PORTANT DETACHEMENT ET MISE À DISPOSITION DE MARTINIQUE TRANSPORT DE PERSONNELS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

136

N° 18-37-1 – CRÉATION ET COMPOSITION D'UNE COMMISSION AD HOC POUR L'ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTIONS POUR LUTTER CONTRE LES EFFETS DE LA CHLORDECONE SUR LA SANTÉ DE LA POPULATION MARTINICAISE PORTÉ PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

141

N° 18-46-1 – PORTANT ATTRIBUTION DU COMPLÉMENT DE RÉMUNÉRATION DE LA TONNE DE CANNE LIVRÉE EN DISTILLERIES AGRICOLES AU TITRE DE LA CAMPAGNE 2017

143

N° 18-48-1 – PORTANT REVALORISATION DES TARIFS DE L'ABATTOIR TERRITORIAL

145

N° 18-51-1 – MOTION SUR LA CHLORDECONE

148



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-455-1-DE
Date de télétransmission : 08/03/2018
Date de réception préfecture : 08/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-455-1

PROBLÉMATIQUE DU COUPLAGE DE L'USINE DE LA SAEM-PSRM DU GALION AVEC LA CENTRALE BIOMASSE ALBIOMA

- SURSIS A STATUER -

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole agro-transformation et élevage le 10 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 13 novembre 2017 ;

Considérant la nécessité de disposer d'éléments d'informations supplémentaires pour une prise de décision tenant compte des enjeux sociaux, sanitaires, économiques et environnementaux ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est sursis à statuer sur la demande d'avis de la SAEM-PSRM du Galion à la Collectivité Territoriale de Martinique sur le projet de couplage de la sucrerie du Galion avec la centrale biomasse ALBIOMA.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 45 voix pour, 1 voix contre et 2 abstentions, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-536-1-DE
Date de télétransmission : 08/03/2018
Date de réception préfecture : 08/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-536-1

PROBLÉMATIQUE D'APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE DE L'USINE DE LA SAEM-PSRM DU GALION

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Belfort BIROTA, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Diane MONTROSE (procuration à Yan MONPLAISIR), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Nadia LIMIER), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON), David ZOBDA (procuration à Johnny HAJJAR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-455-1 du 14 novembre 2017 portant sursis à statuer sur la problématique du couplage de l'usine de la SAEM-PSRM du GALION avec la centrale biomasse ALBIOMA ;

Vu la décision du Conseil d'administration de la SAEM-PSRM du GALION d'opter pour la solution du couplage pour l'approvisionnement en énergie de l'usine ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle, porte parole du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 11 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole agro-transformation et élevage le 15 décembre 2017 ;

Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique administrateurs à la SAEM-PSRM du GALION présents ou représentés, n'ont pas assisté et participé au vote ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE UNIQUE : Les élus de l'Assemblée de Martinique, invités à émettre un avis sur les options permettant l'approvisionnement en énergie de l'usine de la SAEM-PSRM du GALION, se sont prononcés comme suit :

- 18 conseillers ont émis un avis favorable à la réparation de la chaudière de l'usine du GALION,
- 18 conseillers ont émis un avis favorable à un couplage avec l'usine ALBIOMA,
- 5 conseillers n'ont pas pris part au vote.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-13-1-DE
Date de télétransmission : 07/03/2018
Date de réception préfecture : 07/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-13-1

PORTANT MISE EN OEUVRE DE L'ACTION VISANT À AMENER DES ALLOCATAIRES DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA) ET DES JEUNES MAJEURS VERS L'EMPLOI PAR LA CONSTRUCTION DE PROJETS ET DE CONTRATS PERSONNALISÉS D'INSERTION

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2007-293 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection de l'enfance ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment son article 78 relatif à la gestion déléguée aux départements des crédits FSE-Inclusion 2014/2020 dédiés à l'accompagnement des publics en insertion sociale et professionnelle ;

Vu la loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfance ;

Vu la délibération du Conseil Général de la Martinique n°CP/761-14 du 25 septembre 2014 portant candidature du département à la gestion d'une subvention globale au titre du programme opérationnel FSE Martinique de la période 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président;

Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n°2017-PCE-246 du 02 août 2017 portant délégation de signature à Madame Jacqueline MADIN, directrice générale adjointe chargée des solidarités de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
Vu la feuille de route « Protection de l'Enfance 2015-2017 » ;
Vu la convention du 7 mai 2015 cosignée par le Préfet de Martinique et la Présidente du Conseil Général de la Martinique pour la mise en oeuvre de la subvention globale ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission insertion économie sociale et solidaire le 6 février 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la mise en oeuvre de l'action visant à amener des allocataires du RSA et des Jeunes Majeurs vers l'emploi par la construction de projets et de contrats personnalisés d'insertion.

ARTICLE 2 : Est approuvé le plan de financement correspondant suivant :

Financeurs	Montant En million d'€	%
• FSE	11,45	69,91
• DIECCTE – FDI – Etat	5,00	30,09
Total	16,45	100,00

La part du FSE sera intégrée dans les recettes de la collectivité.

ARTICLE 3 : Est approuvée la sollicitation du cofinancement FSE par Madame la directrice générale adjointe chargée des solidarités de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-14-1-DE
Date de télétransmission : 07/03/2018
Date de réception préfecture : 07/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-14-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MARTINICAISE POUR LA PROMOTION DE LA RECHERCHE EN ONCOLOGIE ET MÉDECINE NUCLÉAIRE (AMPROM)

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABÉ, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUÉTY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE, le 29 janvier 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de huit mille six cent dix-huit euros trente-trois centimes (8 618,33 €) à l'Association Martiniquaise pour la Promotion de la Recherche en Oncologie et Médecine Nucléaire (AMPROM) pour l'organisation de la conférence de consensus thyroïdien et la journée pan-caribéenne et grand public organisées en janvier 2018, à l'hôtel Bakoua, aux Trois-îlets, au titre de l'exercice 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération 18-14-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

Fort-de-France, le



CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif
Et

L'ASSOCIATION MARTINICAISE POUR LA PROMOTION DE
LA RECHERCHE EN ONCOLOGIE ET MEDECINE NUCLEAIRE
(AMPROM)

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*

- ✓ *Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financières des aides octroyées par les personnes publiques,*
- ✓ *Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de subvention en date du 19 décembre 2016 présentée par l'association Martiniquaise pour la Promotion de la Recherche en Oncologie et Médecine Nucléaire (AMPROM).;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 2018 portant attribution d'une subvention d'un montant de **huit mille six cent dix-huit euros et trente-trois centimes (8.618,33 €)** à l'association Martiniquaise pour la Promotion de la Recherche en Oncologie et Médecine Nucléaire (AMPROM) pour l'organisation de la conférence de consensus thyroïdien qui aura lieu les 13,14 janvier 2018 et la journée pan-caribéenne et grand public du 15 janvier 2018, a l'hôtel Bakoua, aux trois-ilets., au titre de l'exercice 2017.*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,

Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE

Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ASSOCIATION MARTINICAISE POUR LA PROMOTION DE LA RECHERCHE EN ONCOLOGIE ET MEDECINE NUCLEAIRE (AMPROM)

Domiciliée Lotissement le Zagayac, avenue Nelson Mandela ancienne route de l'Anse Cafard

Quartier Dizac – 97223 LE DIAMANT

Représentée par Monsieur _____, son Président, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,

Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

L'Association pour la Promotion de la Recherche en oncologie et médecine Nucléaire (AMPROM) a pour but de :

- Promouvoir la recherche clinique, épidémiologique en médecine nucléaire et en oncologie ;
- Mettre en place toute activité destinée à évaluer les pratiques professionnelles, la prévention et les risques sanitaires ;
- Favoriser la collaboration avec des équipes de recherche de la zone caraïbe, des Etats Unis, de la France et de l'Europe ;
- Organiser des réunions scientifiques ayant pour finalité le partage de connaissances dans les domaines suscités.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée à l'association Martiniquaise pour la Promotion de la Recherche en Oncologie et Médecine Nucléaire (AMPROM) pour l'organisation de la conférence de consensus thyroïdien qui aura lieu les 13,14 janvier 2018 et la journée pan-caribéenne et grand public du 15 janvier 2018, à l'hôtel Bakoua, aux trois-îlets., au titre de l'exercice 2017.

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

La demande de subvention souhaitée par l'association AMPROM concerne un tiers des dépenses (**5.718,33 €**), à savoir :

- ❖ l'hébergement (10.005,00 €),
- ❖ l'organisation de la conférence (1.110,00 €)
- ❖ l'organisation de la réunion pan-caribéenne (6.050,00 €)

Ces 3 dépenses représentent un montant total de 17.155,00 €.

Ainsi séparément, l'organisation de la sortie en mer en catamaran le soir du 14 janvier 2018 pour les participants à la conférence de consensus représente la somme de **2.900,00 €**, le devis est présenté en annexe.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'association Martiniquaise pour la Promotion de la Recherche en Oncologie et Médecine Nucléaire (AMPROM), une subvention d'un montant de **huit mille six cent dix-huit**

euros et trente-trois centimes (8.618,33 €) pour l'organisation de la conférence de consensus thyroïdien qui aura lieu les 13,14 janvier 2018 et la journée pan-caribéenne et grand public du 15 janvier 2018, à l'hôtel Bakoua, aux trois-ilets., au titre de l'exercice 2017.

La Collectivité Territoriale de Martinique s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;

- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an. Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire s'avère significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au

partenaire une subvention d'un montant total **huit mille six cent dix-huit euros et trente-trois centimes (8.618,33 €)**.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- la Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de **huit mille six cent dix-huit euros et trente-trois centimes (8.618,33 €)** en une seule fois.

ARTICLE 7 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.
Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire

**Le Président du Conseil exécutif
de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-15-1-DE
Date de télétransmission : 07/03/2018
Date de réception préfecture : 07/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-15-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION ENTRE LE FONDS POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPÉES DANS LA FONCTION PUBLIQUE (FIPHP) ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DANS LE CADRE DE LA MISE EN PLACE DU PLAN D' ACTIONS À DESTINATION DES AGENTS DE LA COLLECTIVITÉ EN SITUATION DE HANDICAP

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 1^{er} février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la passation d'une convention entre le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) et la Collectivité Territoriale de Martinique dans le cadre de la mise en place du plan d'actions à destination des agents de la collectivité en situation de handicap.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération 18-15-1



**CONVENTION
RELATIVE AU FINANCEMENT D'ACTIONS
MENÉES PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
À DESTINATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP**

Entre : **L'Établissement public administratif Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique**
12, avenue Pierre-Mendès-France, 75914 PARIS CEDEX 13
N° SIRET : 130 001 795 00041
Dénommé ci-après « le FIPHFP »

D'une part,

Et : **La Collectivité territoriale de Martinique**
Rue Gaston-Defferre, Cluny, CS 30137, 97201 FORT-DE-FRANCE CEDEX
N° SIRET : 200 055 507 00012
Dénommée ci-après « le bénéficiaire »

D'autre part,

Référence : Convention n° C-1120

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2006-501 du 3 mai 2006 modifié relatif au FIPHFP ;

Vu la délibération n° 2007-05-04 du 24 mai 2007 modifiée du comité national du FIPHFP portant sur les modalités de dévolution par voie conventionnelle des financements du FIPHFP ;

Vu la délibération n° 2007-05-07 du 24 mai 2007 du comité national du FIPHFP portant sur la répartition des compétences en matière de décisions de financement entre le comité national, les comités locaux et le directeur de l'établissement public ;

Vu la délibération n° 2017-MAR-11-01 du 29 novembre 2017 du comité local du FIPHFP de la région Martinique portant décision de financement ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : CHAMP D'APPLICATION

Les dispositions de la présente convention sont applicables à l'ensemble des personnels rémunérés par le bénéficiaire conformément aux dispositions prévues à l'article 3 du décret n° 2006-501 modifié.

Le bénéficiaire ne peut faire l'objet d'un conventionnement que s'il satisfait à l'obligation de déclaration posée à l'article L. 323-8-6-1 du code du travail ainsi qu'au versement intégral des contributions annuelles dues.

Article 2 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement du plan d'actions du bénéficiaire présenté en application du point I de l'article 3 du décret n° 2006-501 modifié et approuvé par le FIPHFP.

Article 3 : PLAN D'ACTIONS ET BUDGET PRÉVISIONNEL

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, dans le respect des dispositions de la présente convention, le projet tel qu'il a été présenté et validé par le comité local du FIPHFP de la région Martinique du 29 novembre 2017, et à respecter le budget prévisionnel en dépenses et le calendrier de réalisation.

Le bénéficiaire se fixe comme objectif d'atteindre, au terme de la mise en œuvre de la présente convention, un taux d'emploi direct de bénéficiaires de l'obligation d'emploi de 6,45 %, conformément à l'annexe A « Effectifs » à la présente convention.

Les actions envisagées et leur budget sont décrits en annexe B « Plan d'actions » à la présente convention.

Les objectifs de la politique du bénéficiaire en matière d'insertion et de maintien dans l'emploi des personnes handicapées sont décrits dans le document intitulé « Programme pluriannuel d'insertion et de maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap. Convention entre le FIPHFP et la Collectivité territoriale de Martinique », joint à la présente convention, et doivent faire l'objet d'un avis des instances paritaires et techniques compétentes.

Le budget total du programme d'actions financé par le FIPHFP s'élève à 490 885,00 €.

Article 4 : PILOTAGE DU PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en place un dispositif interne de pilotage et de suivi de son projet auquel participe, le cas échéant, un représentant du FIPHFP. Les comptes rendus de réunion sont adressés au FIPHFP.

Pour permettre de suivre et d'évaluer l'efficacité de la convention, un bilan annuel de mise en œuvre sera adressé au FIPHFP, conformément à l'article 9 de la présente convention, et pourra être présenté, à sa demande, au comité local du FIPHFP. Les indicateurs de suivi retenus sont expressément mentionnés dans l'annexe D « Indicateurs » à la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à désigner, au sein de ses services, un correspondant handicap qui sera le relais du FIPHFP.

Le FIPHFP s'engage à désigner, au sein de ses services, un correspondant qui sera le relais du bénéficiaire.

Article 5 : ÉLIGIBILITÉ DES DÉPENSES

Sont éligibles au financement par le FIPHFP les dépenses réalisées, conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 2006-501 modifié et au plan d'actions prévisionnel.

Les modalités de remboursement des aides mobilisées dans le cadre de la présente convention, dont les conditions de prise en charge sont fixées par délibération du comité national du FIPHFP, sont déterminées pendant la durée de la présente convention par les décisions du comité national qui peut modifier, pendant cette durée, le montant dudit remboursement.

Les décisions du comité national sont publiées au *Bulletin officiel* du ministère des affaires sociales et de la santé.

Les dépenses financées par le FIPHFP dans le cadre de la présente convention ne peuvent en aucun cas venir diminuer le montant de la contribution due par le bénéficiaire. Conformément à l'article 5 du décret n° 2006-501 modifié, elles ne peuvent donc être prises en compte pour réduire le nombre d'unités manquantes.

Article 6 : PÉRIODES CONCERNÉES

6.1. Durée de validité de la convention

La présente convention entre en vigueur à la date du 1^{er} février 2017 et reste valable jusqu'au 4 juin 2020 (date de fin de réalisation + 125 jours).

6.2. Période de réalisation du plan d'actions

La période d'éligibilité des dépenses du présent plan d'actions s'étend du 1^{er} février 2017 au 31 janvier 2020 inclus (date de fin de réalisation).

À cette dernière date, l'intégralité du budget doit avoir fait l'objet de factures acquittées ou de pièces justificatives de valeur probante équivalente.

Une prorogation d'une durée maximale d'un an, formalisée par un avenant à la présente convention, peut être accordée sur demande justifiée du bénéficiaire. Cette demande doit être antérieure d'au moins 6 mois à la date de fin d'éligibilité des dépenses et accompagnée d'un état prévisionnel actualisé des dépenses réalisées et projetées.

Aucune demande d'aide ponctuelle ne peut être présentée sur la plate-forme e-services du FIPHFP pour des dépenses ressortant de la période de réalisation du plan d'actions.

Article 7 : PLAN DE FINANCEMENT DU PLAN D'ACTIONS

7.1. Plan de financement des actions

La présente convention comprend un plan d'actions qui détaille les financements prévus par axe et par type d'aides pour la durée de la convention.

Les crédits accordés au titre de chaque axe sont limitatifs sur la durée d'exécution de la convention. Les crédits sont fongibles au sein de chaque axe.

Le bénéficiaire a la faculté de mobiliser l'ensemble des aides du catalogue des interventions du FIPHFP dans les conditions fixées par le comité national, y compris celles qui n'avaient pas été prévues dans le plan d'actions initial dans la limite du montant de chaque axe.

Le bénéficiaire qui souhaite modifier la répartition des crédits entre les différents axes doit transmettre une demande justifiant le besoin accompagnée d'un plan d'actions modifié. L'accord du FIPHFP est formalisé par un avenant à la présente convention.

Cette modification n'impacte pas le rythme de versement des fonds prévu à l'article 8.2 de la présente convention.

7.2. Modification du budget

En cas de modification à la hausse du budget prévisionnel, le bénéficiaire s'engage à adresser au FIPHFP un dossier complet accompagné d'un plan d'actions modifié justifiant la demande.

La modification du montant du budget total du programme d'actions donne lieu à la rédaction d'un avenant.

Article 8 : MODALITÉS DE VERSEMENT DES FONDS

8.1. Montant du financement

Le montant total du financement du FIPHFP, mentionné à l'article 3 de la présente convention, est un montant maximum.

Le montant définitif du financement du FIPHFP correspond aux dépenses effectivement réalisées et justifiées.

8.2. Versement des fonds

Le versement des fonds intervient dans les conditions suivantes :

- au moment de la signature de la présente convention, un versement de 164 215,00 €, représentant environ 33,45 % du plan d'actions ;
- à l'issue de la première année, lors de la production du bilan annuel prévu à l'article 9.1 de la présente convention et après validation du FIPHFP, un versement correspondant au montant des dépenses admises de la première année et des dépenses prévisionnelles de la deuxième année, sur la base de l'état prévisionnel abrégé des recettes et des dépenses signé par l'employeur ou son représentant, déduction faite du versement effectué au moment de la signature de la présente convention ;
- à l'issue de la deuxième année, lors de la production du bilan annuel prévu à l'article 9.1 de la présente convention et après validation du FIPHFP, un versement correspondant au montant des dépenses admises des première et deuxième années et des dépenses prévisionnelles de la troisième année, sur la base de l'état prévisionnel abrégé des recettes et des dépenses signé par l'employeur ou son représentant, déduction faite des versements effectués au moment de la signature de la présente convention et à l'issue de la première année. Dans l'hypothèse où le versement calculé correspond au solde, un montant forfaitaire de 10 000,00 € est retenu à titre de solde ;
- à la fin de la durée de la présente convention sur remise du rapport final prévu à l'article 9.1 de la présente convention et après analyse de celui-ci, le versement du solde correspondant au montant total des dépenses admises par le FIPHFP dans le cadre de la présente convention, déduction faite des versements effectués au moment de la signature de la présente convention et à l'issue des première et deuxième années.

Les versements peuvent être fractionnés à la demande du bénéficiaire afin de répondre aux contraintes de l'annualité budgétaire des employeurs publics.

Les versements sont opérés après vérification du respect du budget prévisionnel par le FIPHFP et validation de l'éligibilité des dépenses au vu des éléments transmis par le bénéficiaire dans le cadre de la demande de paiement prévue à l'article 8.3 de la présente convention.

Le montant des versements ne peut être supérieur au montant de la convention.

Les versements sont conditionnés au règlement intégral des contributions annuelles dues par le bénéficiaire ou à la production d'un échéancier de paiement accordé par l'Agent comptable du FIPHFP couvrant l'intégralité de la dette et dont les termes devront être respectés le jour du paiement.

8.3. Paiement

Le FIPHFP confirme au bénéficiaire le montant des versements et du solde à verser.

Les règlements interviendront dans un délai de 30 jours après réception des documents exigés par virement administratif sur le compte ouvert au nom de la Paierie de la collectivité territoriale de Martinique, dont les coordonnées sont les suivantes (IBAN) : FR16 3000 1000 643J 1300 0000 025.

Article 9 : REMISE DES BILANS

9.1. Types de bilan

Le bénéficiaire est tenu de transmettre un bilan annuel au FIPHFP au plus tard 45 jours après la date anniversaire de la période de réalisation du plan d'actions figurant à l'article 6.2 de la présente convention.

Le bénéficiaire est tenu de transmettre un bilan final au FIPHFP au plus tard 45 jours après la fin de la période de réalisation du plan d'actions figurant à l'article 6.2 de la présente convention.

9.2. Composition du bilan

Le bilan transmis au FIPHFP comporte 2 parties :

- Une première partie narrative comportant les éléments suivants :
 - la description de l'organisation mise en place pour gérer le plan d'actions ;
 - les actions réalisées (contenu, modalités, opérateur, planning, résultats attendus, résultats livrés) rapportées au calendrier, avec un rappel des objectifs ;
 - les résultats en matière de recrutement et de maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés (cf. tableau en annexe A), en précisant le mode de recrutement, la durée des contrats et la nature de l'emploi occupé ;
 - des informations relatives à l'exercice des partenariats avec les acteurs du handicap et d'autres collectivités publiques ;
 - les difficultés rencontrées dans l'exécution du plan d'actions ;
 - l'évaluation de la mise en œuvre de la convention, notamment par la production d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs déterminés dans le projet du bénéficiaire validé par le FIPHFP et listés dans l'annexe D ;
 - la description de ce qui est entrepris pour assurer la pérennité du projet, et notamment la volonté de renouveler le dispositif conventionnel (pour le bilan final).
- Une seconde partie relative aux éléments financiers du projet, comportant une récapitulation certifiée exacte des dépenses acquittées pour la période transmise, indiquant notamment la date à laquelle les pièces ont été établies, leurs références et le montant des dépenses pris en charge par le FIPHFP, ainsi qu'un état de synthèse du budget exécuté pour chaque année et pour l'ensemble.

Dans le cadre des bilans intermédiaires, un état prévisionnel abrégé des recettes et des dépenses (annexe C), signé par l'employeur ou son représentant, devra être produit. Ce document récapitule, pour chaque année, les versements reçus, les dépenses réalisées et les prévisions jusqu'au terme de la convention. Il doit permettre notamment de justifier du montant du versement demandé à l'article 8.3.

Article 10 : OBLIGATION DE COMMUNICATION

Les documents, matériels et supports de formation, d'information et pédagogiques, élaborés ou produits par le bénéficiaire grâce aux financements sollicités dans le cadre de la présente convention seront accessibles par le FIPHFP de façon dématérialisée.

La communication de l'employeur faisant état de la participation financière du FIPHFP doit faire l'objet d'une validation préalable par le FIPHFP.

Le logotype du FIPHFP a été déposé à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI). Son utilisation est mise gratuitement à disposition sous réserve d'une autorisation écrite préalable.

Article 11 : RENOUELEMENT

En cas de souhait de reconventionnement, le bénéficiaire doit adresser une demande en ce sens au Directeur du FIPHFP.

Le bénéficiaire est tenu de transmettre un rapport d'évaluation au FIPHFP au plus tard 6 mois avant la fin de la période de réalisation du plan d'actions figurant à l'article 6.2 de la présente convention.

Article 12 : RÉSILIATION

La présente convention pourra être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties des obligations contenues dans la convention.

Le bénéficiaire peut ainsi résilier la présente convention si, suite à une décision du comité national du FIPHFP, les modalités de remboursement d'une aide prévue dans le cadre du projet venant à modifier l'équilibre financier du projet.

Le FIPHFP peut ainsi, après en avoir informé le comité compétent, résilier la présente convention :

1. Si le bénéficiaire ne respecte pas les dispositions énoncées dans la présente convention, notamment :
 - en ne réalisant pas le projet ou en ne le réalisant que partiellement ;
 - en changeant le plan de financement et le budget prévisionnel sans autorisation du FIPHFP ;
 - en utilisant les fonds à d'autres fins que celles stipulées à l'article 2 de la présente convention (détournement de l'objet) ;
 - en entravant la mise en œuvre des mesures de contrôle.
2. Si le bénéficiaire ne fournit pas les bilans annuels et le bilan final dans les délais fixés.
3. Si les bilans ne contiennent pas les informations demandées.
4. Si le bénéficiaire ne respecte pas les obligations de communication sur le soutien financier.

Cette résiliation deviendra effective 30 jours après l'envoi par la partie qui invoquera le non-respect d'une obligation par lettre recommandée avec accusé de réception exposant ses griefs, à moins que, dans ce délai, l'autre partie n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation, et ce sans préjudice de tout recours.

Article 13 REVERSEMENT DES FONDS PERÇUS

Conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 2006-501 modifié, les fonds reçus par le bénéficiaire qui n'ont pas été employés ou qui ont été utilisés pour des actions qui ne sont pas admises par le FIPHFP sont reversés au FIPHFP par le bénéficiaire.

Ce reversement devra intervenir dans un délai de 60 jours à compter de la réception d'un titre exécutoire.

En l'absence de reversement des sommes dues, aucune demande d'aide ne peut être présentée par le bénéficiaire auprès de la plate-forme e-services du FIPHFP.

Article 14 : CONTRÔLES

Le bénéficiaire doit vérifier la régularité des dépenses présentées au remboursement du FIPHFP et doit conserver les pièces justificatives originales jusqu'à la date-limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, c'est-à-dire 3 ans après le dernier versement effectué.

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle sur place et sur pièces effectué par le FIPHFP. Il garantit la traçabilité des fonds utilisés et la piste d'audit (à partir d'une dépense constatée, il est possible de reconstituer et de vérifier les séquences d'événements ayant mené à la prise en charge de la dépense par le FIPHFP).

Article 15 : ANNEXES

La présente convention est accompagnée des annexes suivantes :

- annexe A : « Effectifs » ;
- annexe B : « Plan d'actions » ;
- annexe C : « État prévisionnel abrégé des recettes et des dépenses » ;
- annexe D : « Indicateurs de suivi » ;
- document intitulé « « Programme pluriannuel d'insertion et de maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap. Convention entre le FIPHFP et la Collectivité territoriale de Martinique » ».

Article 16 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes les modifications apportées à la présente convention donneront lieu à la rédaction et la signature conjointe d'un avenant.

Article 17 : LITIGES

Lors de l'exécution de la présente convention, les litiges ou différends qui ne pourraient être réglés par voie amiable seront portés devant la juridiction administrative de Paris, siège social du FIPHFP.

Prénom et nom :

Fonction : Contrôleur budgétaire de l'EPA FIPHFP

Signature :

Fait en 3 exemplaires originaux.

À Paris, le 21 DEC. 2017

À

le

Prénom et nom :

Prénom et nom :

Qualité : Directeur de l'EPA FIPHFP

Qualité :

Signature et cachet de l'organisme :

Signature et cachet de l'organisme :

FIPHFP

12 avenue Pierre Mendès France
75914 PARIS Cedex 13



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-16-1-DE
Date de télétransmission : 07/03/2018
Date de réception préfecture : 07/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-16-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION ENTRE LE CENTRE DE GESTION DE MARTINIQUE ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) POUR L'ORGANISATION D'UN CONCOURS D'ASSISTANTS SOCIAUX ÉDUCATIFS

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par M. Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 1^{er} février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention entre le Centre de Gestion de Martinique et la Collectivité Territoriale de Martinique, pour l'organisation d'un concours d'assistants sociaux éducatifs au titre de l'année 2018.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour mettre en oeuvre la convention établissant le planning des opérations du concours et pour valider le coût de la prestation.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-17-1-DE
Date de télétransmission : 07/03/2018
Date de réception préfecture : 07/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-17-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU GROUPEMENT DE COOPÉRATION SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE (G.C.S.M.S) - SERVICE INTÉGRÉ DE L'ACCUEIL ET DE L'ORIENTATION (S.I.A.O) POUR L'ACTION « ACCOMPAGNEMENT VERS ET DANS LE LOGEMENT »

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGÈR (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 1^{er} février 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 1^{er} février 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de vingt mille euros (20 000 €) au Groupement de Coopération Sociale et Médico-Sociale (G.C.S.M.S) – Service Intégré de l'Accueil et de l'Orientation (S.I.A.O), pour la réalisation de l'action « Accompagnement vers et dans le logement », au titre de l'année 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont définies par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et le G.C.S.M.S – S.I.A.O.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération, notamment la convention y afférente.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération 18-17-1



**CONVENTION
PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION
GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE ET MEDICO-SOCIAL
(G.C.S.M.S) - SERVICE INTEGRE DE L'ACCUEIL ET DE L'ORIENTATION
(S.I.A.O)
POUR L'ACTION « ACCOMPAGNEMENT VERS ET DANS LE
LOGEMENT 2016»**

*Vu le code du travail ;
Vu le code de la Sécurité Sociale ;
Vu le code de l'Action Sociale et des Familles ;
Vu le Code général des Collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion » ;
Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,
Vu l'ordonnance n°2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;
Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu le décret n°2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17--1 du 2017 portant attribution d'une subvention au G.C.S.M.S – S.I.A.O pour la réalisation de l'action « Accompagnement Vers et Dans le Logement »*

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE, d'une part,

**La Collectivité Territoriale Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique, sise Rue Gaston DEFFERRE
CS 30137, 97 201 Fort-de-France,
Dénommé ci-après « la CTM »**

ET, d'autre part,

**L'Association Groupement de Coopération Sociale et Médico-Social (G.C.S.M.S) –
Service Intégré de l'Accueil et de l'Orientation (S.I.A.O),**

Représentée par Mme **habilité à représenter le co-contractant**
en sa qualité de Présidente,
ayant son siège social sis : Bât. Corniche 2 - 3^{ème} étage - Centre commercial de
Bellevue - Boulevard de la Marne - 97200 FORT DE FRANCE
Dénommée ci-après le Partenaire

PREAMBULE

Le groupement GCSMS pilote le S.I.A.O.

Ce dispositif a pour mission de coordonner les services d'urgence, d'assurer l'accompagnement vers et dans le logement, de permettre la prise en charge et de contribuer à l'observatoire local.

L'association sollicite la Collectivité Territoriale de Martinique pour réalisation de l'action « Accompagnement vers et dans le logement », au titre de l'année 2016.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM apporte son soutien aux activités du partenaire « G.C.S.MS - S.I.A.O ».

Compte tenu de l'intérêt de cette action, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;

- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la réalisation du projet « Accompagnement vers et dans le logement », de l'association partenaire par l'attribution d'une subvention.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze (12) mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de six (6) mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de trente mille euros (30 000 €).

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention d'un montant de trente mille euros (30 000 €) s'effectuera en deux fois:

-le premier acompte, limité à 70% du montant global de la subvention soit vingt-un euros (21 000 €) sera versé à compter de la signature de la présente convention, à la condition expresse de la complétude du dossier du partenaire.

- le solde de 30% du montant total de la subvention soit neuf mille euros (9 000 €) sera versé au vu du compte rendu du déroulement de l'action et du bilan financier réel des dépenses correspondantes, signé du président et du trésorier de l'association.

Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de l'association GCSMS-SIAO. auprès de la BRED

Code banque	Code guichet	N°	Clé RIB
10107	00622	00535029097	70

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultats ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses

documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à un million cinq cent cinquante euros (1 550 000 €),
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède trois million cent euros (3 100 000 €),
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. À cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :

- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en œuvre des politiques publiques portées par la CTM. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en œuvre ;
- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
- l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 11 - AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à

En quatre exemplaires originaux.

Le

**La Présidente de l'Association
GCSMS - SIAO**

**Le Président du Conseil
Exécutif de la Collectivité
Territoriale de Martinique**

Alfred MARIE-JEANNE

ANNEXE 1

PRESENTATION DE L'ACTION « ACCOMPAGNEMENT VERS ET DANS LE LOGEMENT »

L'action de l'association GCSMS - SIAO, a pour objectif de proposer un accompagnement social « lié au logement » en faveur des personnes ou familles éprouvant des difficultés particulières, afin de leur favoriser l'accès et le maintien de manière permanente dans un logement.

Afin d'assurer une lisibilité du projet et de sa correspondance avec les grandes orientations de la Collectivité Territoriale de Martinique, il est nécessaire d'en déterminer les items ci-dessous :

Coût de l'action 2016 189 616 €	Subvention demandée à la CTM 30 000 €	Taux de financement public global 32.55 %
Montant demandé 2016		Taux de financement CTM
30 000 €		15.82%
Charges les plus importantes		
Rémunération de personnel : 121 612 €		64.14%
Services externes : 18 016 €		9.50%
Autres services extérieurs : 7 824 €		4.95%
Charges fixes de fonctionnement: 1 809 €		0.95 %

a) Objectifs :	proposer un accompagnement social en faveur des personnes ou familles dans l'incapacité de se loger
b) Public(s) visé(s) :	familles ou personnes isolées qui relèvent du PDAHI
c) Localisation :	Martinique
d) Moyens mis en œuvre :	moyens humains, matériels, financiers.

ANNEXE 2

INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs quantitatifs :

•Participants

®Nombre de personnes en insertion accompagnées,

®Activités créées, domaine

®Leurs noms et prénoms,

®leurs coordonnées postale et téléphonique,

®leur statut (bénéficiaires du RSA, demandeurs d'emploi, jeunes inscrits en mission locale).

•Les partenaires associés à l'action

Indicateurs qualitatifs :

L'association fournira le compte-rendu des enquêtes de satisfaction qu'il devra mener auprès des participations à l'action et de ses partenaires.

Conditions de l'évaluation :

Elle sera réalisée à partir des bilans intermédiaire et final de l'action faisant apparaître les indicateurs quantitatifs et qualitatifs des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-18-1-DE
Date de télétransmission : 07/03/2018
Date de réception préfecture : 07/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-18-1

PORTANT ALLÈGEMENT DE LA PROCÉDURE D'EXAMEN ET DE DÉCISION RELATIVE À L'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT OU D'INVESTISSEMENT INFÉRIEURES OU ÉGALES À 2 000 €

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adopté le dispositif portant allègement de la procédure d'examen et de décision relative à l'attribution de subventions de fonctionnement ou d'investissement dans le champ des solidarités, inférieures ou égales à deux mille euros (2 000 €).

ARTICLE 2 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder en Conseil Exécutif à l'attribution aux associations et autres personnes morales, de subventions telles mentionnées à l'article 1.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-19-1-DE
Date de télétransmission : 07/03/2018
Date de réception préfecture : 07/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-19-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE LA VILLE DU LORRAIN POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS CITOYENNES SPORTIVES ET CULTURELLES AU TITRE DE L'ANNÉE 2016

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission insertion économie sociale et solidaire le 6 février 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de sept mille euros (7 000 €) au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville du Lorrain pour la réalisation de son programme d'activités citoyennes sportives et culturelles au titre de l'année 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont organisées par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et le CCAS de la ville du Lorrain.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération, notamment la convention y afférente.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération 18-19-1



**CONVENTION
PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CCAS DU LORRAIN
POUR SON PROGRAMME D'ACTIVITES CITOYENNES ET SPORTIVES AU TITRE
DE L'ANNEE 2016**

*Vu le code du travail ;
Vu le code de la Sécurité Sociale ;
Vu le code de l'Action Sociale et des Familles ;
Vu le Code général des Collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion » ;
Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,
Vu l'ordonnance n°2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;
Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu le décret n°2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 17- du 2017 portant attribution d'une subvention au CCAS du LORRAIN pour son programme d'activités citoyennes et sportives au titre de l'année 2016.*

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE, d'une part,

**La Collectivité Territoriale Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique, sise Rue Gaston DEFFERRE CS
30137, 97 201 Fort-de-France,
Dénommé ci-après « la CTM »**

ET, d'autre part,

La Ville du LORRAIN

Représentée par M. Justin PAMPHILE habilité à représenter le co-contractant en sa qualité de maire,

ayant son siège social sis : CCAS rue du Gouverneur Louis Ponton - 97214 LORRAIN

Dénommée ci-après partenaire

PREAMBULE

Le CCAS du Lorrain a pour ambition de permettre à la jeunesse de se réaliser dans ses projets et de participer à la vie de la collectivité.

Le CCAS du Lorrain sollicite la Collectivité Territoriale de Martinique pour programme d'activités citoyennes et sportives au titre de l'année 2016.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM apporte son soutien aux activités du partenaire La ville du Lorrain.

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la mise en œuvre de l'action de l'association partenaire par l'attribution d'une subvention.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze (12) mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de six (6 mois) pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de sept mille euros (7 000 €).

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention d'un montant de sept mille euros (7 000 €) s'effectuera en deux fois :

- le premier acompte, limité à 70% du montant global de la subvention soit quatre mille neuf cents euros (4 900 €) sera versé à compter de la signature de la présente convention, à la condition expresse de la complétude du dossier du partenaire.

-le solde de 30% soit deux mille cent euros (2 100 €) du montant total de la subvention sera versé au vu d'un compte rendu synthétique de l'action (5 pages maximum) et du bilan financier signé du Président et du trésorier.

Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de la Ville du Lorrain

Auprès de la Trésorerie de Basse-Pointe

Code banque	Code guichet	N°	Clé RIB
30001			

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultats ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à un million cinq-cent-cinquante mille euros (1 550 000 €),
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède trois millions cent mille euros (3 100 000 €),
- la personne morale emploie plus de cinquante (50) salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. A cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8- LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :

- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en œuvre des politiques publiques portées par la CTM. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en œuvre ;
- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
- l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 11 - AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci

précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à

Le

En quatre exemplaires originaux.

Le Président du CCAS du Lorrain

**Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique**

Justin PAMPHILE

Alfred MARIE-JEANNE

ANNEXE 1

PRESENTATION DE L'ACTION

Le CCAS du Lorrain est un territoire rural disposant d'un vivier de jeunes vivant loin de la conurbation par conséquent de tous les centres d'intérêt.

Afin d'accompagner les familles, le CCAS du Lorrain propose de créer une dynamique d'animation sur le territoire à travers un programme d'activités citoyennes sportives et culturelles.

Afin d'assurer une lisibilité de l'action et de sa correspondance avec les grandes orientations de la Collectivité Territoriale de Martinique, il est nécessaire d'en déterminer les items ci-dessous :

Coût de l'action 2016	Subvention demandée à la CTM	Taux de financement public global
82 024 €.	17 000 €	81.10 %
Montant demandé 2016		Taux de financement CTM
17 000 €		20.7 %
Charges les plus importantes		
Rémunération de personnel €		%
Autres services extérieurs : €		%
Charges fixes de fonctionnement:€		%
a) Objectifs : le CCAS du Lorrain propose de créer une dynamique d'animation sur le territoire présenté autour des 2 actions suivantes : AJ 'Sports et Zwl Art.		
b) Public(s) visé(s) : Jeunes oisifs		
c) Localisation : Le Lorrain		
d) Moyens mis en œuvre : moyens matériels- moyens humains - moyens financiers		

ANNEXE 2

INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs quantitatifs :

•Participants

- ⑧Nombre de personnes en insertion accompagnées,
- ⑧Activités créées, domaine
- ⑧Leurs noms et prénoms,
- ⑧leurs coordonnées postale et téléphonique,
- ⑧leur statut (bénéficiaires du RSA, demandeurs d'emploi, jeunes inscrits en mission locale).

•Les partenaires associés à l'action

Indicateurs qualitatifs :

L'association fournira le compte-rendu des enquêtes de satisfaction qu'il devra mener auprès des participations à l'action et de ses partenaires.

Conditions de l'évaluation :

Elle sera réalisée à partir des bilans intermédiaire et final de l'action faisant apparaître les indicateurs quantitatifs et qualitatifs des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-20-1-DE
Date de télétransmission : 07/03/2018
Date de réception préfecture : 07/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-20-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION POUR L'ACCOMPAGNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES (A.A.D.C.P) POUR LA MISE EN OEUVRE DU DISPOSITIF LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT (D.L.A.) AU TITRE DE L'ANNÉE 2016

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par M. Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission insertion économie sociale et solidaire le 6 février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de soixante-dix mille euros (70 000 €) à l'Association pour l'Accompagnement et le Développement des Compétences Professionnelles (A.A.D.C.P) pour la mise en oeuvre du dispositif Local d'Accompagnement (D.L.A.) au titre de l'année 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont organisées par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association pour l'Accompagnement et le Développement des Compétences Professionnelles (A.A.D.C.P).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Annexe à la délibération 18-20-1



**CONVENTION
PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE L'ASSOCIATION POUR
L'ACCOMPAGNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES
PROFESSIONNELLES « A.A.D.C.P. » POUR LA MISE EN ŒUVRE DU
DISPOSITIF LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT (D.L.A.)**

*Vu le code du travail ;
Vu le code de la Sécurité Sociale ;
Vu le code de l'Action Sociale et des Familles ;
Vu le Code général des Collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion » ;
Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,
Vu l'ordonnance n°2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;
Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu le décret n°2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 17- du 2017 portant attribution d'une subvention à l'association pour l'accompagnement et le développement des compétences professionnelles « A.A.D.C.P. » pour la mise en œuvre du dispositif Local d'Accompagnement « D.L.A. »*

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE, d'une part,

**La Collectivité Territoriale Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique, sise Rue Gaston DEFFERRE
CS 30137, 97 201 Fort-de-France,
Dénommé ci-après « la CTM »**

ET, d'autre part,

**L'Association pour l'Accompagnement et le Développement des Compétences Professionnelles « A.A.D.C.P. »,
représentée par Madame habilitée à représenter le co-
contractant en sa qualité de Présidente,
ayant son siège social sis : 15, rue Dufresne Siméon 97224 DUCOS**

Dénommé ci-après «Le partenaire»

PREAMBULE

L'association intervient sur le champ de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) en accompagnant les structures de ce secteur. Elle met en œuvre des actions en termes d'ingénieries individuelles et collectives afin de renforcer les compétences professionnelles des acteurs tant salariés que des dirigeants.

L'association sollicite la Collectivité Territoriale de Martinique pour la mise en œuvre du dispositif Local d'Accompagnement (D.L.A.).

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM apporte son soutien aux activités du partenaire « **A.A.D.C.P.** »
Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Etre à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;

- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la mise en place du Dispositif Local d'Accompagnement DLA de l'association partenaire par l'attribution d'une subvention.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de soixante-dix mille euros (70 000 €).

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention d'un montant de soixante-dix mille euros (70 000 €) s'effectuera en deux fois :

- le premier acompte, limité à 70% du montant global de la subvention soit quarante-neuf mille euros (49 000 €) sera versé à compter de la signature de la présente convention, à la condition expresse de la complétude du dossier du partenaire.

- le solde de 30 % du montant total de la subvention soit vingt un mille euros (21 000 €) sera versé au vu d'un compte rendu synthétique (5 pages maximum) et du bilan financier de l'action signé du Président et du Trésorier de l'association.

Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de l'association « A.A.D.C.P. » auprès de la BRED

Code banque	Code guichet	N°	Clé RIB
10107			

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultats ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 € (un million cinq cent cinquante mille euros),
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 € (trois millions cent mille euros),
- la personne morale emploie plus de 50 (cinquante) salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € (cent cinquante-trois mille euros) d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. A cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :

- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en œuvre des politiques publiques portées par la CTM. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en œuvre ;
- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
- l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 11 - AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à

Le

En quatre exemplaires originaux.

**La Présidente de l'Association
pour l'Accompagnement et le
Collectivité
Développement des Compétences
Martinique
Professionnelles « A.A.D.C.P. »**

**Le Président du Conseil
Exécutif de la
Territoriale de**

Alfred MARIE-JEANNE

ANNEXE 1

PRESENTATION DE L'ACTION

Le projet de l'association A.A.D.C.P., a pour but de mettre en œuvre des actions en termes d'ingénieries individuelles et collectives afin de renforcer les compétences professionnelles des acteurs tant salariés que des dirigeants.

Afin d'assurer une lisibilité de l'action et de sa correspondance avec les grandes orientations de la Collectivité Territoriale de Martinique, il est nécessaire d'en déterminer les items ci-dessous :

Coût de l'action 2016 230 000 €	Subvention demandée à la CTM 100 000 €	Taux de financement public global 100 %
Montant demandé 2016		Taux de financement CTM
100 000 €		43,48 %
Charges les plus importantes		
Rémunération de personnel : 71 718 €		31,18 %
Autres services extérieurs : 12 900 €		5,61 %
Charges fixes de fonctionnement: 0 €		0 %

a) Objectifs :

- Apporter aux structures d'utilité sociale une analyse pertinente de leur situation
- Aider ces structures à résoudre leurs problématiques
- Mettre en œuvre des actions d'accompagnements financées par le DLA
- Contribuer à la dynamique globale du dispositif et à la professionnalisation des acteurs
- Conduire et gérer le dispositif à partir de son programme d'activité
- Faciliter le maintien des emplois dans ces structures

b) Public(s) visé(s) : Les structures qui développent des activités et services d'utilité sociale reconnues sur un territoire, qui créent de l'emploi (association loi 1901, structure coopérative, structure d'insertion par l'activité économique, entreprise solidaire)

c) Localisation : Martinique

d) Moyens mis en œuvre : moyens humains

ANNEXE 2

INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs quantitatifs :

•Participants

®Nombre de personnes en insertion accompagnés,

®Activités créées, domaine

®Leurs noms et prénoms,

®Leurs coordonnées postale et téléphonique,

®leur statut (bénéficiaires du RSA, demandeurs d'emploi, jeunes inscrits en mission locale).

•Les partenaires associés à l'action

Indicateurs qualitatifs :

L'association fournira le compte-rendu des enquêtes de satisfaction qu'il devra mener auprès des participations à l'action et de ses partenaires.

Conditions de l'évaluation :

Elle sera réalisée à partir des bilans intermédiaire et final de l'action faisant apparaître les indicateurs quantitatifs et qualitatifs des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-27-1-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-27-1

PORTANT MISE À DISPOSITION DE L'INSTITUT MARTINICAIS DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES (IMFPA) D'UN PERSONNEL DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM)

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 61 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission formation professionnelle et apprentissage le 6 février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la passation d'une convention entre l'Institut Martiniquais de Formation Professionnelle pour Adultes (IMFPA) et la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), ayant pour objet la mise à disposition d'un personnel de la CTM.

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à appliquer à l'Institut Martiniquais de Formation Professionnelle pour Adultes les dispositions prévues à l'article 61-1-II de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 en matière de remboursement de rémunération, ainsi que les cotisations et contributions y afférentes versées à l'agent mis à disposition de l'IMFPA.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes dispositions nécessaires à l'application de la présente délibération et signer les actes et documents inhérents à cette affaire.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 18-27-1



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN PERSONNEL

ENTRE,

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, représentée par Mr Alfred MARIE-JEANNE,
Président du Conseil Exécutif d'autre part,

ET

L'INSTITUT MARTINICAIS DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES, représenté par Mme
Francine CARIUS sa Présidente d'une part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1er - Objet

Le Président de la Collectivité Territoriale de Martinique met Monsieur _____, Directeur Territorial, à disposition de l'Institut Martiniquais de Formation Professionnelle Pour Adultes (IMFPA), en application des dispositions des articles 61 et suivants de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée relative à la fonction publique territoriale et du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

ARTICLE 2è - Nature des fonctions exercées par le salarié mis à disposition

Monsieur _____, compte-tenu de ses compétences, est mis à disposition de l'IMFPA pour :

- Participer en collaboration étroite avec le Directeur Général, au management de l'ensemble du personnel de l'IMFPA.
- Superviser l'organisation du service, la gestion des dossiers techniques, le suivi de l'activité.
- Travailler en étroite collaboration avec le Directeur Général sur tous les domaines opérationnels et fonctionnels de l'IMFPA.
- Aider à l'élaboration et à la mise en œuvre des différents dispositifs de formation proposés par l'IMFPA

ARTICLE 3è - Durée de la mise à disposition

La mise à disposition prend effet le 01/02/2018 pour une durée de 2 ans qui peut être renouvelée par période sans pouvoir excéder 2 ans.

ARTICLE 4è - Conditions d'emploi du salarié mis à disposition

Durant le temps de mise à disposition Monsieur _____ est affecté à la Direction générale en qualité de directeur général adjoint, dans les bureaux de l'IMFPA à Fort de France.

Il effectuera 35 heures de travail par semaine en moyenne sur l'ensemble des sites de l'IMFPA, selon le planning suivant :

8H à 17H les lundi, mardi et jeudi (pause méridienne d'une heure)

8H à 13H30 les mercredi et vendredi

Selon les nécessités de service des heures supplémentaires se rajouteront à ce cycle de travail hebdomadaire, et seront compensées par des RTT selon les dispositions réglementaires.

Il est placé sous l'autorité hiérarchique du Directeur Général de l'Institut Martiniquais de Formation Professionnelle Pour Adultes.

La Collectivité Territoriale de Martinique gère la situation administrative de Monsieur _____

Les congés annuels sont accordés par l'Institut Martiniquais de Formation Professionnelle Pour Adultes. La CTM est destinataire d'une copie des congés pour raison de santé de l'agent. Ces derniers sont gérés directement par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Dans le cadre de ses activités, l'agent participe aux actions de formation organisées ou commandées auprès d'organismes tiers par l'IMFPA.

ARTICLE 5è - Rémunération de l'agent mis à disposition

La Collectivité Territoriale de Martinique verse à Mr _____ la rémunération correspondant à son emploi d'origine (émoluments de base, supplément familial plus, le cas échéant, indemnités et primes liées à l'emploi, évolution de carrière annuelle).

L'Institut Martiniquais de Formation Professionnelle Pour Adultes versera éventuellement un complément de rémunération dûment justifié selon les dispositions applicables aux personnels mis à disposition. L'agent sera également indemnisé par l'IMFPA des frais de mission professionnels et sujétions auxquels il s'expose dans l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 6è - Remboursement de la rémunération (art 61-2 de la loi du 26 janvier 1984)

Le montant de la rémunération et des charges sociales versées (cotisations et contributions afférentes) par la Collectivité Territoriale de Martinique est remboursé par l'Institut Martiniquais de Formation Professionnelle Pour Adultes au prorata du temps de mise à disposition.

Le remboursement se fera par séquence semestriel sur présentation d'un état justificatif.

Le remboursement sera interrompu pendant les périodes de congé pour accident du travail ou maladie professionnelle et pendant les périodes de congé de maladie.

ARTICLE 7è - Modalités de contrôle et d'évaluation des activités du salarié mis à disposition

Le salarié mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend au sein de la Direction Générale de l'Institut Martiniquais de Formation Professionnelle Pour Adultes. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis à l'agent qui peut y apporter ses observations et à la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de faute disciplinaire commise au sein de l'Institut Martiniquais de Formation Professionnelle Pour Adultes, la Collectivité Territoriale de Martinique est saisie par la Présidente de l'IFMPA au moyen d'un rapport circonstancié.

ARTICLE 8è - Fin de la mise à disposition

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention à la demande :

- de la Collectivité Territoriale de Martinique
- de l'Institut Martiniquais de Formation Professionnelle Pour Adultes,
- de Monsieur ,

sous réserve d'un préavis de deux mois.

Au terme de la mise à disposition le salarié sera réintégré au sein des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et bénéficiera d'une affectation dans un emploi que son grade lui donne vocation à occuper.

En cas de faute disciplinaire, il pourra être mis fin sans préavis à la mise à disposition par l'IFMPA ou par la CTM.

ARTICLE 9è - Juridiction compétente en cas de litige

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de FORT DE FRANCE.

Fait à Fort de France, le

**Pour l'Institut Martiniquais de Formation
Professionnelle Pour Adultes**

Pour la Collectivité Territoriale de la Martinique

La Présidente,

Le Président,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-1-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'AGENCE D'URBANISME ET D'AMÉNAGEMENT DE LA MARTINIQUE (ADUAM)

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de cent vingt et un mille deux cent cinquante euros (121 250 €) à l'Agence d'Urbanisme et d'Aménagement de la Martinique (ADUAM), pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 935 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé suivant des modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-2-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-2

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'AGENCE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT DE MARTINIQUE (ADIL)

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L1612-1 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de cinquante-sept mille cinq cents euros (57 500 €) à l'Agence d'Information sur le Logement de Martinique (ADIL), pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 935 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé suivant des modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The seal of the Collectivité Territoriale de Martinique is circular. It features a central emblem depicting a landscape with a lighthouse and a ship. The text "Collectivité Territoriale" is written in a circle around the top, and "Martinique" is at the bottom. There are small stars on either side of the central emblem.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-3-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-3

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT DE LA FORMATION EN MARTINIQUE (AGEFMA)

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de quatre cent vingt-cinq mille euros (425 000 €) à l'Association de Gestion de l'Environnement de la Formation en Martinique (AGEFMA), pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé suivant des modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-4-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-4

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CAMPUS CARIBEEN DES ARTS (CCA)

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de un million seize mille quatre cent quarante euros (1 016 440 €) au Campus Caribéen des Arts (CCA), pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé en une fois dès que la présente délibération sera rendue exécutoire.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

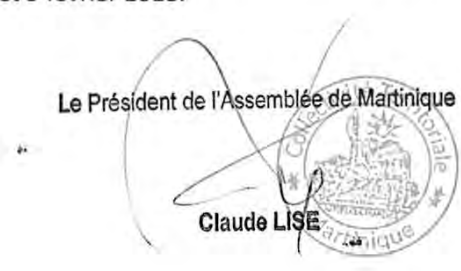
ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-5-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-5

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ MARTINICAIS DU TOURISME (CMT)

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de trois millions d'euros (3 000 000 €) au Comité Martiniquais du Tourisme (CMT) pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé en une fois dès que la présente délibération sera rendue exécutoire.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-6-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-6

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'INSTITUT MARTINICAIS DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES (IMFPA)

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de deux millions cent vingt-cinq mille euros (2 125 000 €) à l'Institut Martiniquais de Formation Professionnelle pour Adultes, pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé aux chapitres 902 et 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé en une fois dès que la présente délibération sera rendue exécutoire.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.


ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-7-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-7

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'INSTITUT MARTINICAIS DU SPORT (IMS)

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de deux cent soixante et onze mille cinq cent vingt euros (271 520 €) à l'Institut Martiniquais du Sport, pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé aux chapitres 903 et 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé en une fois dès que la présente délibération sera rendue exécutoire.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-8-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-8

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À INITIATIVE MARTINIQUE ACTIVE (IMA)

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de cent dix mille cinq cents euros (110 500 €) à Initiative Martinique Active (IMA), pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé suivant des modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-9-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-9

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MARTINIQUE DÉVELOPPEMENT

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de trois cent mille euros (300 000 €) à Martinique Développement, pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé suivant des modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-10-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-10

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU PÔLE AGROALIMENTAIRE RÉGIONAL DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de quatre cent soixante-deux mille trois cent quarante neuf euros (462 349 €) au Pôle Agroalimentaire Régional de Martinique, pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé aux chapitres 906 et 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé suivant des modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-11-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-11

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU PARC NATUREL REGIONAL DE MARTINIQUE (PNRM)

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de un million cinq cent cinquante mille euros (1 550 000 €) au Parc Naturel Régional de Martinique, pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé aux chapitres 907 et 937 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé en une fois dès que la présente délibération sera rendue exécutoire.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-12-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-12

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS (SDIS)

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de quatre millions six cent vingt-cinq mille cinq cent soixante-douze euros (4 625 572 €) au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé aux chapitres 901 et 931 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé en une fois dès que la présente délibération sera rendue exécutoire.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The image shows a circular official seal of the Collectivité Territoriale de Martinique. The seal features a central emblem with a palm tree and a sun, surrounded by the text 'Collectivité Territoriale de Martinique'. A signature, 'Claude LISE', is written across the seal. Above the seal, the text 'Le Président de l'Assemblée de Martinique' is printed. A large, stylized, handwritten-style signature or flourish is written over the entire signature area.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-13-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-13

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À TROPIQUES ATRIUM MARTINIQUE

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de sept cent cinquante mille euros (750 000 €) à Tropiques Atrium Martinique, pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé en une fois dès que la présente délibération sera rendue exécutoire.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-14-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-14

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SAEM PSRM LE GALION

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de six cent quarante-deux mille six cent treize euros (642 613 €) à SAEM PSRM LE GALION, pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé aux chapitres 906 et 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé suivant des modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-15-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-15

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE DES ABATTOIRS DE LA MARTINIQUE (SEMAM)

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de deux cent quarante-deux mille cinq cents euros (242 500 €) à la Société d'Économie Mixte des Abattoirs de la Martinique, pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé suivant des modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-16-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-16

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MARTINIQUE TRANSPORT

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de onze millions vingt-neuf mille cent dix-huit euros (11 029 118 €) à Martinique Transport, pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 938 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé en une fois dès que la présente délibération sera rendue exécutoire.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-17-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-17

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS (CFA) AGRICOLE DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de cent cinquante-quatre mille neuf cent quatre euros (154 904 €) au Centre de Formation des Apprentis (CFA) Agricole de l'Etablissement Public Local d'Enseignement et de de Formation Professionnelle Agricole, pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé suivant des modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-18-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-18

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'AMEP CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS (CFA) BTP

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de quatre cent soixante-quatre mille huit cent quarante euros (464 840 €) à l'AMEP Centre de Formation des Apprentis (CFA) BTP, pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé suivant des modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-19-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-19

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS (CFA) GÉRÉ PAR LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA MARTINIQUE (CCIM)

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABÉ, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de cinq cent soixante-seize mille huit cent quatre-vingt-treize euros (576 893 €) au Centre de Formation des Apprentis (CFA) géré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique, pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé suivant des modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-20-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-20

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS (CFA) GÉRÉ PAR LA CHAMBRE DES MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de huit cent dix mille sept cent douze euros (810 712 €) au CFA de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Martinique, pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé suivant des modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The seal is circular with a double border. The outer border contains the text "Collectivité Territoriale de Martinique" at the top and "Martinique" at the bottom. The inner circle features a central emblem depicting a landscape with a lighthouse and a ship, surrounded by a wreath.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-21-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-21

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ECOLE DE LA 2^{EME} CHANCE CENTRE

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de soixante-quinze mille euros (75 000 €) à l'Ecole de la 2^{eme} Chance Centre, pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé suivant des modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The seal of the Collectivité Territoriale de Martinique is circular. It features a central emblem depicting a landscape with a lighthouse and a ship. The text "Collectivité Territoriale de Martinique" is inscribed around the perimeter of the seal.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-22-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-22

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ECOLE DE LA 2^{EME} CHANCE SUD

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de cinquante-sept mille cinq cents euros (57 500 €) à l'Ecole de la 2^{eme} Chance Sud, pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé suivant des modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official seal. The seal features a central emblem with a landscape and a building, surrounded by the text 'Collectivité Territoriale de Martinique' and a small flag on the right. The signature is written in a fluid, cursive style.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-23-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-23

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ÉCOLE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE MARITIME ET AQUACOLE (EFPMA)

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de quatre cent cinquante-sept mille cinq cents euros (457 500 €) à l'Ecole de la Formation Professionnelle Maritime et Aquacole (EFPMA), pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé suivant des modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-24-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-24

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA MISSION LOCALE CENTRE

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de cent douze mille cinq cents euros (112 500 €) à la Mission Locale Centre, pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé suivant des modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-25-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-25

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA MISSION LOCALE NORD

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABÉ, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de cent cinquante cinq mille euros (155 000 €) à la Mission Locale Nord, pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé suivant des modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official seal. The seal features the coat of arms of Martinique and the text "COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE" around the perimeter. Below the signature, the name "Claude LISE" is printed in bold black capital letters.

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-26-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-26

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA MISSION LOCALE SUD

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de cent dix-huit mille sept cent cinquante euros (118 750 €) à la Mission Locale Sud, pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé suivant des modalités définies par convention.


ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-27-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-27

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU RÉGIMENT DU SERVICE MILITAIRE ADAPTÉ DE LA MARTINIQUE (RSMA)

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de deux cent cinquante mille euros (250 000 €) au régiment du service militaire adapté de la Martinique (RSMA), pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé en une fois dès que la présente délibération sera rendue exécutoire.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-28-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-28

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET ÉTABLISSEMENT RURAL DE LA MARTINIQUE (SAFER)

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de cent vingt-cinq mille euros (125 000 €) à la Société d'Aménagement Foncier et Etablissement Rural de la Martinique (SAFER), pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé suivant des modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-29-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-29

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION DES SOCIÉTÉS MARTINICAISES DE SPORTS ATHLÉTIQUES (USMSA)

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de soixante-sept mille cinq cents euros (67 500 €) à l'Union des Sociétés Martinicaines de Sports Athlétiques, pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé suivant des modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The seal of the Collectivité Territoriale de Martinique is circular. It features a central emblem depicting a landscape with a lighthouse and a ship. The text "Collectivité Territoriale de Martinique" is written around the perimeter of the seal.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-30-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-30

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MARTINIQUE (CHUM)

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention d'un montant de six cent cinquante-cinq mille euros (655 000 €) au Centre Hospitalier Universitaire de Martinique (CHUM) pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : La subvention mentionnée à l'article 1 est attribuée pour le fonctionnement de l'École Interrégionale d'Infirmiers de Bloc Opératoire, de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers, de l'École de Sages-femmes, et de l'Institut de Formation en Masso-Kinésithérapie.

ARTICLE 3 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé en une fois dès que la présente délibération sera rendue exécutoire.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-28-31-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-28-31

PORTANT PARTENARIAT AVEC PÔLE EMPLOI POUR LE DÉVELOPPEMENT PARTAGÉ ET RENFORCÉ DE LA FORMATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvé le versement d'une subvention de un million six cent quatre-vingt-cinq mille euros (1 685 000 €) au Pôle Emploi pour le développement partagé et renforcé de la formation des demandeurs d'emploi, pour couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2018.

ARTICLE 2 : Le montant correspondant est imputé au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé suivant des modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 13 abstentions, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-36-1-DE
Date de télétransmission : 07/03/2018
Date de réception préfecture : 07/03/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-36-1

PORTANT DETACHEMENT ET MISE A DISPOSITION DE MARTINIQUE TRANSPORT DE PERSONNELS DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°50-407 du 3 avril 1950 concernant les conditions de rémunération et les avantages divers accordés aux fonctionnaires en service dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 61 ;

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-228-1 du 04 octobre 2016, portant règles constitutives, compétences et régime financier de Martinique Transport ;

Vu la délibération du Conseil d'administration de Martinique Transport en date du 12 décembre 2016 approuvant l'avis de la commission ad hoc en date du 14 novembre 2016 sur l'inventaire relatif notamment à la liste des engagements, personnels et contrats transférés par les autorités organisatrices de transport existantes à Martinique Transport en vue de l'exercice de la compétence organisation du transport par cette dernière ;

Vu l'avis du comité technique de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu l'avis des commissions administratives paritaires de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission transports le 5 février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder d'une part au détachement, et d'autre part à la mise à disposition de personnels de la Collectivité Territoriale de Martinique vers Martinique Transport, suivant les modalités prévues dans la convention jointe.

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à établir et signer entre Martinique Transport et la Collectivité Territoriale de Martinique une convention de mise à disposition pour l'ensemble des personnels concernés.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à appliquer à Martinique Transport les dispositions prévues à l'article 61-1 II de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 en matière de remboursement de rémunération, ainsi que les cotisations et contributions afférentes versées aux agents mis à disposition de l'établissement et à en déterminer les modalités.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-36-1



LE PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DES RESSOURCES HUMAINES
Affaire suivie par :

PROJET

Fort-de-France, le

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS

ENTRE,

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, représentée par son Président d'une part,

ET

MARTINIQUE TRANSPORT, représenté par son Président d'autre part,

Vu le Code général des collectivités locales ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment ses articles 61 à 63 ;

Vu la loi n° 2007-148 du 02 février 2007 de modernisation de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif à la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs ;

Vu la délibération n° 16-228-1 de l'Assemblée de Martinique en date du 04 octobre 2016, portant règles constitutives, compétences et régime financier de Martinique Transport ;

Vu la délibération du Conseil d'administration de Martinique Transport en date du 12 décembre 2016 approuvant l'avis de la commission ad hoc en date du 14 novembre 2016 sur l'inventaire relatif notamment à la liste des engagements, personnels et contrats transférés par les autorités organisatrices de transport existantes à Martinique Transport en vue de l'exercice de la compétence organisation du transport par cette dernière ;

Vu l'avis du Comité Technique de la Collectivité territoriale de Martinique,

Vu l'avis des Commissions administratives paritaires de la Collectivité territoriale de Martinique,

Considérant que le transfert de compétences d'une Collectivité à un établissement public entraîne le transfert du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre ;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

La Collectivité Territoriale de Martinique met à la disposition du cocontractant les agents dont la liste est jointe en annexe et selon les modalités suivantes :

- 11 agents à temps plein pour 2 ans ((9 catégories C et 2 catégories B)
- 1 agent de catégorie A à temps plein pour 3 ans renouvelables
- 1 agent de catégorie A+ pour 50% de son temps pour 6 mois renouvelables
- 2 agents de catégorie A pour 50% de son temps pour 6 mois renouvelables
- 1 agent de catégorie B pour 50% de son temps pour 6 mois renouvelables

ARTICLE 2

Le cocontractant ou toute personne qu'il délèguera à cet effet exerce l'autorité hiérarchique sur les agents mis à disposition. Dans ce cadre, il est compétent pour :

- définir les missions et les fonctions des agents mis à disposition,
- fixer les conditions d'exécution des tâches qui leur sont confiées,
- fixer les conditions de travail (obligations de service, horaires, heures supplémentaires, RTT),
- accorder et prendre les décisions de congés annuels et RTT,
- autoriser les absences exceptionnelles,
- recevoir les arrêts de travail qu'ils transmettent dans les meilleurs délais au Président du Conseil Exécutif,
- autoriser les mises en stage de formation (à l'exclusion des congés de formation) et les mises en mission,
- établir après entretien individuel une proposition d'évaluation professionnelle.

ARTICLE 3

Le Président du Conseil Exécutif en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, prend toutes décisions concernant la situation administrative des agents mis à disposition à l'exclusion de celles mentionnées à l'article 2 ci-dessus.

Il délivre notamment les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés pour formation professionnelle ou pour formation syndicale après avis du cocontractant.

ARTICLE 4

Le Président du Conseil Exécutif exerce le pouvoir disciplinaire, sur proposition, le cas échéant, du cocontractant.

ARTICLE 5

La Collectivité Territoriale de Martinique verse aux agents mis à disposition la rémunération correspondant à leur emploi d'origine. Conformément aux prescriptions de l'article 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, la rémunération comprend le traitement indiciaire, le supplément familial de traitement et le régime indemnitaire.

Martinique Transport versera éventuellement un complément de rémunération dûment justifié selon les dispositions applicables aux personnels mis à disposition. Les agents seront également indemnisés par Martinique Transport des frais de mission professionnels et sujétions auxquels ils s'exposent dans l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE 6

Le montant de la rémunération et des charges sociales versées (cotisations et contributions afférentes) par la Collectivité Territoriale de Martinique est remboursé par Martinique Transport au prorata du temps de mise à disposition (art 61-2 de la loi du 26 janvier 1984).

Le remboursement se fera par séquence semestriel sur présentation d'un état justificatif et pourra être déduit du montant des dotations de fonctionnement versées par la CTM à Martinique Transport.

Le remboursement sera interrompu pendant les périodes de congé pour accident du travail ou maladie professionnelle et pendant les périodes de congé de maladie.

ARTICLE 7

Les salariés mis à disposition bénéficient d'un entretien professionnel annuel conduit par leur supérieur hiérarchique direct dont ils dépendent au sein de Martinique Transport. Ces entretiens donnent lieu à un

compte rendu transmis aux agents qui peuvent y apporter leurs observations et à la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8

La Collectivité Territoriale de Martinique prend à sa charge les prestations d'action sociale ainsi que les frais de médecine préventive des agents mis à disposition.

Le cocontractant prend à sa charge les frais de formation professionnelle continue. Toutefois, les agents pourront bénéficier, à la demande du cocontractant, des formations proposées en interne aux agents de la collectivité, des cycles de préparation aux concours organisés par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

ARTICLE 9

Les départs en mission et en formation décidés par le cocontractant sont à sa charge aux conditions applicables à ses personnels.

ARTICLE 10

La présente convention prend effet à compter du 12 décembre 2017 pour l'agent de catégorie A mise à disposition pour 3 ans, et du **1er Mars 2018** pour tous les autres agents.

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme à la demande :

- de la Collectivité Territoriale de Martinique
- de Martinique Transport,
- des agents concernés,

sous réserve d'un préavis de deux mois.

Au terme de la mise à disposition les salariés pourront être réintégrés à leur demande au sein des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et bénéficieront d'une affectation dans un emploi que leur grade leur donne vocation à occuper.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la Collectivité Territoriale de Martinique et le cocontractant.

ARTICLE 11

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de FORT DE FRANCE.

Le Président de
Martinique Transport

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale
de Martinique

M. Alfred MARIE JEANNE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180208-18-37-1-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-37-1

CRÉATION ET COMPOSITION D'UNE COMMISSION AD HOC POUR L'ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTIONS POUR LUTTER CONTRE LES EFFETS DE LA CHLORDECONE SUR LA SANTÉ DE LA POPULATION MARTINICAISE PORTÉ PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-huit, le huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Catherine CONCONNE, Jean-Claude DUVERGER (procuration à Michelle MONROSE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandra VALENTIN (procuration à David ZOBDA).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la création d'une commission ad hoc dont l'objectif est l'élaboration d'un plan d'actions porté par la Collectivité Territoriale de Martinique pour faire prendre les mesures urgentes de protection de la population Martinicaise contre la chlordercone.

Cette commission est composée de :

- 2 conseillers exécutifs désignés par le Président du Conseil Exécutif de Martinique,
- 8 conseillers à l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 2 : Sont désignés pour siéger au sein de la commission ad hoc mentionnée à l'article 1, les 8 conseiller(e)s à l'Assemblée de Martinique suivants :

- Monsieur Claude LISE
- Madame Nadine RENARD
- Madame Louise TELLE
- Monsieur Denis LOUIS-REGIS
- Monsieur Jean-Philippe NILOR
- Madame Kora BERNABE
- Madame Sandra VALENTIN
- Monsieur David ZOBDA.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180209-18-46-1-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-46-1

PORTANT ATTRIBUTION DU COMPLÉMENT DE RÉMUNÉRATION DE LA TONNE DE CANNE LIVRÉE EN DISTILLERIES AGRICOLES AU TITRE DE LA CAMPAGNE 2017

L'An deux mille dix-huit, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Félix CATHERINE), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Maryse PLANTIN), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°05-1602 du 4 octobre 2005 portant revalorisation du complément de prix à la tonne de canne livrée en distilleries ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 30 janvier 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 1^{er} février 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique approuve l'attribution du complément de rémunération de la tonne de canne livrée en distilleries agricoles au titre de la campagne 2017, pour un montant de cent quarante-trois mille sept cent sept euros trente-huit centimes (143 707,38 €) à divers bénéficiaires sur présentation des états visés par la Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée aux divers bénéficiaires.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180209-18-48-1-DE
Date de télétransmission : 22/02/2018
Date de réception préfecture : 22/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-48-1

PORTANT REVALORISATION DES TARIFS DE L'ABATTOIR TERRITORIAL

L'An deux mille dix-huit, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Félix CATHERINE), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Maryse PLANTIN), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le cahier des charges pour l'exploitation par affermage de l'abattoir ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 1^{er} février 2018 ;

Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique administrateurs à la SEMAM n'ont pas pris part au vote ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvée la modification des tarifs des prestations d'abattage proposée par la Société d'Économie Mixte des Abattoirs de la Martinique (SEMAM) à destination des usagers de l'abattoir territorial, selon le tableau joint en annexe.

ARTICLE 2 : Cette disposition modifie l'article 23, alinéa 23-1 a du cahier des charges pour l'exploitation par affermage de l'abattoir.


ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-48-1 DU 9 FÉVRIER 2018

		Tarif actuel (kg)	Tarif année 1	Tarif année 2	Tarif année 3	Tarif année 4
BOVINS et EQUINS						
	Redevance	0,36 €	0,48 €	0,59 €	0,70 €	0,82 €
ABATS	Panses + feuillets	- €	6,91 €			
	langues	1,07 €	1,20 €	1,33 €		
ABATS POILUS	pattes	- €	0,65 €	1,30 €	1,95 €	2,60 €
	testicules	- €	0,20 €	0,40 €	0,61 €	0,82 €
	mamelles	- €	0,29 €	0,58 €		
	peau saignée	4,57 €	inchangé			
	queues	- €	0,27 €	0,54 €		
	têtes	4,57 €	4,92 €	5,27 €	5,62 €	
SANG	Conditionnement 5 L	2,28 €	inchangé			
PORCS						
	Redevance	0,36 €	0,46 €	0,57 €	0,68 €	0,78 €
ABATS BLANCS (unité)	Estomacs	- €	1,34 €			
	Menus	- €	1,32 €	2,64 €	3,96	
SANG	Conditionnement 2 L	2,18 €	inchangé			
	Conditionnement 5 L	2,28 €	inchangé			
OVINS CAPRINS						
	Redevance	0,89 €	1,44 €	1,99 €	2,54 €	3,09 €
ABATS BLANCS (unité)	Pansettes	- €	0,28 €	0,56 €	0,84 €	1,11 €
	Menus/fraises	- €	1,05 €	2,10 €	3,15 €	4,21 €
ABATS POILUS	Pattes	-	0,59 €	1,18 €	1,77 €	



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180209-18-51-1-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-51-1

MOTION SUR LA CHLORDECONE

L'An deux mille dix-huit, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (procuration à Josiane PINVILLE), Claude BELLUNE (procuration à Félix CATHERINE), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE, Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Claude LISE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Maryse PLANTIN), Nadia LIMIER (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

CONSIDERANT que, pendant des décennies, des quantités importantes de chlordécone ont été utilisées dans les bananeraies de Martinique,

CONSIDERANT que ce pesticide a durablement pollué les terres ainsi que les eaux souterraines et les eaux de surface de Martinique,

CONSIDERANT que cette contamination a provoqué une crise majeure de santé publique dans notre pays,

CONSIDERANT que des milliers de Martiniquais sont victimes des effets pathogènes de ce perturbateur endocrinien cancérigène, mutagène et reprotoxique, ainsi que l'ont démontré de nombreuses études (cancers, retards de développement cognitif et dérèglements hormonaux des enfants, ...),

CONSIDERANT que la situation sanitaire, environnementale et économique de la population, exposée massivement à la chlordécone durant plusieurs décennies, appelle à des mesures d'exception,

CONSIDERANT que le seul moyen de stopper l'intoxication est le sevrage total, comme l'établissent les différents rapports,

CONSIDERANT la gravité de la responsabilité de l'Etat français qui a interdit la chlordécone en France en 1990 tout en accordant des dérogations successives en Martinique et en Guadeloupe jusqu'en 1993, et en tolérant son utilisation jusqu'en 2002 ;

**Les élus de la Collectivité Territoriale de Martinique, réunis en Assemblée plénière
le 9 février 2018,**

Demandent la baisse immédiate des Limites Maximales de Résidus (LMR) de chlordécone dans l'objectif de parvenir à un taux zéro dans les meilleurs délais possibles,

Exigent que soit relancée, renforcée et financée durablement, vu son importance vitale, la recherche sur l'impact de la chlordécone sur la santé de la population ainsi que sur les modes de dépollution des sols et des eaux, interrompue du fait de l'absence de financement,

Exigent que les terres saines bénéficient d'une certification et d'une protection spécifique,

Exigent que les terres contaminées ne soient pas détournées de leur vocation agricole, sachant qu'il existe un répertoire des productions non impactées par la chlordécone,

Exigent la mise en place de la traçabilité rigoureuse des produits et l'information de la population,

Exigent que les contrôles soient réalisés non seulement à la récolte, par échantillon, mais aussi à la plantation, étant donné que les parcelles ne sont pas infectées de façon homogène,

Exigent que les mêmes contrôles et normes soient appliqués aux produits importés,

Exigent la mise en œuvre d'un suivi épidémiologique de la population à long terme (dépistage, prise en charge des pathologies imputables au pesticide et des personnes ayant été en contact direct avec la molécule, ...),

Exigent que l'Etat réalise et publie la cartographie à la parcelle de la réalité de la contamination des sols, et plus largement qu'il s'assure de la réalisation effective des objectifs définis dans le 3ème plan Chlordécone en vigueur, notamment des mesures de compensation, d'indemnisation, d'accompagnement et de reconversion, en particulier en faveur des agriculteurs, des marins-pêcheurs et des aquaculteurs,

Exigent qu'un fond dédié soit créé par l'Etat pour le financement de ces mesures,

Exigent, au nom du principe de précaution, que soit interdite toute nouvelle dérogation permettant l'utilisation de produits phytosanitaires sur notre territoire et que la Collectivité Territoriale de Martinique soit associée de façon systématique aux processus décisionnels sur ces questions.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 8 et 9 février 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

